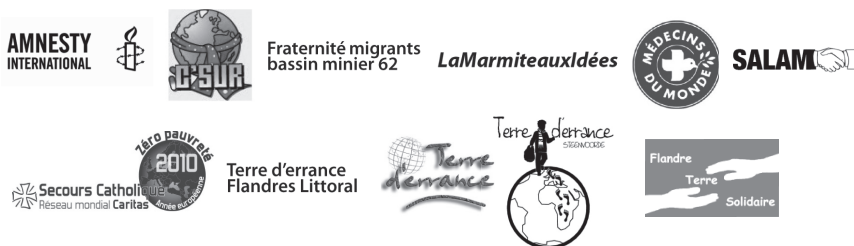


COMMUNIQUÉ DE PRESSE

15 juin 2010



DE VRAIES SOLUTIONS POUR LES RÉFUGIÉS

Depuis la destruction de la « jungle » de Calais le 22 septembre 2009, la situation est toujours aussi difficile pour les migrants : destruction systématique des abris et campements, harcèlement policier permanent et intensif, destruction régulière du matériel distribué par les associations humanitaires...

Cette politique qui vise à épuiser et démoraliser les migrants au mépris de leurs droits s'est encore concrétisée ce lundi 14 juin 2010 par l'expulsion d'une centaine de migrants d'un bâtiment dans lequel ils avaient trouvé refuge à Calais.

L'ancienne usine PAGNIEZ servait de refuge depuis plusieurs mois à des réfugiés originaires d'Afrique de l'est, principalement du Soudan. Ce pays est en proie à une guerre civile féroce, et son président fait l'objet d'un mandat d'arrêt du Tribunal Pénal International pour le génocide perpétré au Darfour. Demandeurs d'asile sans hébergement, mineurs, personnes errant en Europe parfois depuis plusieurs années sans avoir trouvé un pays d'accueil, personnes en attente de retour volontaire et laissées sans hébergement, ils étaient une centaine à trouver dans ce lieu un abri contre les intempéries. Les bâtiments abritaient également des Français sans domicile, puisqu'il n'y a pas que les réfugiés qui se trouvent à la rue.

L'évacuation de l'usine Paniez a eu lieu lundi 14 juin 2010. Pourtant aucune procédure légale d'expulsion n'a été engagée devant le tribunal, aucun permis de démolir n'a été affiché.

Les associations signataires rappellent que l'État a l'obligation d'héberger les demandeurs d'asile et les candidats au retour volontaire, mais ne respecte pas cette obligation, qu'il a l'obligation de protéger les enfants et que les réfugiés mineurs sont laissés à la rue et subissent le même sort que les adultes. Elles rappellent que le règlement européen Dublin II rend très difficile l'accès des réfugiés à un statut légal et les condamne à la clandestinité et à l'errance d'un pays européen à l'autre.

Elles rappellent enfin que les précédentes destructions n'ont fait qu'aggraver les conditions de vie des réfugiés, qui continuent et continueront à venir tant qu'aucune solution concrète ne leur sera proposée.

Ainsi, pour les personnes qui avaient trouvé refuge dans ce bâtiment, les associations demandent :

- ***qu'un hébergement adapté soit proposé à tous (notamment CADA pour les demandeurs d'asile, mise à l'abri pour les mineurs) ;***
- ***que le séjour des personnes souhaitant rester en France soit régularisé, les ressortissants de ce pays se trouvant actuellement dans une impasse puisque la situation au Soudan ne permet en aucun cas leur renvoi ;***
- ***que celles souhaitant déposer une demande d'asile en France puissent le faire, même si elles ont laissé leurs empreintes digitales dans un autre pays, et que les mineurs bénéficient d'une protection quel que soit leur projet de vie, conformément au droit international.***

SIGNATAIRES : Amnesty Nord-Pas-de-Calais – C'SUR – Flandre Terre Solidaire – Fraternité migrants Bassin minier 62 – La marmite aux idées – Médecins du Monde – Salam Nord-Pas-de-Calais – Secours Catholique délégation Pas-de-Calais – Terre d'errance Flandres Littoral – Terre d'errance Norrent-Fontes – Terre d'errance Steenvoorde